

ATTAC Québec

Association québécoise pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

Bulletin no 15 juillet 2006

Pour la première fois, un forum social mondial se tenait en Asie, à Karachi. ATTAC y était représenté par un membre du conseil scientifique qui nous livre son analyse. Ce bulletin vous invite à une action concrète pour protéger les services publics contre la menace de l'AGCS.

SOMMAIRE

Karachi 2006
– Jean-Louis Bourque ..p1

“Faire payer les pauvres :
éléments pour une fiscalité
progressiste”
– Raymond Favreau ..p5

Nouvelles brèves de la
campagne AGCS
– Catherine Caron ..p6

Nouvelles en région
– Françoise Breault ..p 8

Karachi 2006 Premier FSM en pays islamique

Jean-Louis Bourque, politologue

Le Québec ne peut rester indifférent à la mouvance des Forums Sociaux Mondiaux (FSM) qui cherchent à proposer des solutions alternatives aux dégâts de la marchandisation sauvage des biens et des services. Hôte du Sommet des Amériques en avril 2001, on a vu plus de 50 000 manifestants converger vers la Ville de Québec pour briser le mur de la honte érigé en catastrophe pour « protéger » et isoler les chefs de gouvernements et leurs délégations. Très médiatisé, l'événement amorçait la conscientisation de la population du Québec aux conséquences du capitalisme sans frontières. En 1999, la réunion de l'OMC à Seattle avait déjà révélé la résistance antimondialiste à la face du monde. C'est à Pôrto Alegre « où tout a commencé » que se sont tenus les premiers FSM en 2001, 2002 et 2003, puis à Mumbai en 2004, et de nouveau en 2005 à Pôrto Alegre.

Renouvelant la formule, le 6e FSM devient polycentrique : Caracas (Venezuela) est l'hôte de la première phase, soutenue par la

Révolution bolivarienne de Hugo Chavez. La deuxième phase, tenue à Bamako (Mali) voit l'Afrique noire embarquer dans le train de l'altermondialisation, 50 ans après la rencontre des pays non-alignés de Bandung (Indonésie) où se dessinait la résistance à l'exploitation du tiers-monde par les deux blocs États-Unis / Union Soviétique. L'Appel de Bamako invite les peuples du Nord et du Sud à s'unir pour implanter une alternative à la mondialisation militariste et néo-libérale des États-Unis et les convie au 7e Forum Social Mondial qui se tiendra à Nairobi (Kenya) en 2007.

La 3e phase était prévue en Asie. Elle s'est déroulée à Karachi, Pakistan, où l'islam est religion d'état, du 24 au 29 mars dernier, avec un retard de deux mois causé par le terrible tremblement de terre qui a fait, le 8 octobre 2005, plus de 50 000 morts et un million de sans-abri dans le Cachemire pakistanais. Avec l'appui du Conseil international des FSM, qui regroupe plus de 400 sociétés civiles, avec l'appui de la ville de Karachi et la bénédiction « quasi obligée » du gouvernement de Pervez Musharraf, l'événement accueille quelques 15 000 délégués dûment accrédités sur un total d'environ 40 000 participants. Le stade

de tennis bondé à craquer sert de cadre aux cérémonies d'ouverture et de clôture où se font entendre les grandes voix altermondialistes du Sud-est asiatique en alternance avec danses et musiques traditionnelles du Pakistan et du sous-continent. Plus de 900 bénévoles, pour la plupart étudiants, encadrent cette énorme organisation.

Y participent beaucoup de Pakistanais de toutes tendances (80% des participants), 400 délégués de l'Inde malgré bien des difficultés pour obtenir les visas indispensables, d'autres du Bangladesh, du Népal, de Chine, de Corée du Sud, et de 52 autres pays. Au milieu des 15 millions d'habitants de Karachi, des gens de 58 pays se parlent, mus par une même cause : une autre mondialisation. On y remarque une forte délégation française avec des membres de la CGT (syndicat de gauche) et de différentes ONG qui travaillent à des projets de développement au Pakistan : entre autres le Centre de recherche et d'information sur le développement (CRID), le Comité catholique contre la faim et pour le développement et « Frères des hommes » qui coopère avec le PILER (Pakistan Institute of Labour and Education Research) dont le Directeur, Karamat Ali, est l'un des principaux organisateurs du FSM. Ils sont particulièrement appréciés pour leur grande solidarité et leur généreuse fraternité tant avec les citoyens de Karachi, qu'avec les délégués des Philippines, du Brésil et ... du Québec.

Dans une ambiance de dialogue particulièrement ouvert, cette semaine chargée était une occasion unique de mieux connaître Karachi, une ville réputée dangereuse, et surtout de «mettre le Pakistan sur la carte du monde », au-delà de l'information de guerre. C'est un pays complexe où s'entremêlent toute une mosaïque de peuples : Sindhi, Baluchi, Panjabi, Pashtun, Cachemiri, Brahui. Ses nombreux problèmes économiques, politiques et sociaux sont palpables au quotidien. Pourtant, en dépit de la pauvreté, et malgré l'emprise de la dictature, on reste surpris devant une très grande soif d'ouverture. C'est un autre monde qu'il nous a été permis de découvrir, un monde qui ne se réduit pas à la chasse aux Talibans ou au

développement des « madrasa », ces écoles coraniques qui diffusent les courants islamistes les plus radicaux. C'est aussi un pays où l'on vous répète constamment que, « contrairement à tous les pays du monde qui ont une armée, ici au Pakistan, c'est l'armée qui a un pays » ...ce qui en dit long!

Les grandes voix altermondialistes

Les grandes figures traditionnelles des FSM n'étaient pas là : Arundhati Roy, le Dalai-Lama (vraisemblablement pour ne pas blesser les susceptibilités chinoises), Vandana Shiva, Bernard Cassen, Desmond Tutu, laissant la place à d'autres grandes voix moins connues : l'écrivain pakistanais Tarik Ali, cet homme courageux et charismatique qui ne craint pas de s'inspirer du modèle vénézuélien de H. Chavez pour contrer la cycle de la corruption politique et militaire de la dictature pakistanaise, le leader palestinien Jamal Juma, l'ex-maire progressiste de Karachi, Fahim Zaman, le vice-président d'Attac-France et président du CRID, Gustave Massiah, la romancière militante pakistanaise Kamila Shamsie, le militant syndicaliste Jeff Brown et l'ex-député Jeremy Corbin du Royaume-Uni, Nirmala Deshpande, membre du parlement indien, Sheikh Zharkhani, leader du mouvement Al-Sadar de résistance contre l'occupation américaine en Irak, Asma Jehangir présidente de la commission des Droits de l'Homme au Pakistan (HRCP) ; plusieurs leaders de partis politiques indiens et pakistanais, beaucoup de syndicats ouvriers, enseignants, pêcheurs et paysans, des écologistes, beaucoup d'étudiants et de jeunes, et les représentants très remarqués des basses castes, les dalits (intouchables) et des minorités discriminées à travers tout le Sud-est asiatique.



La couleur pakistanaise

L'originalité du programme du FSM de Karachi 2006, ambitieux comme celui des Forums Sociaux Mondiaux précédents se situe dans la coloration apportée par le pays-hôte, le Pakistan, pièce importante dans le sous-continent asiatique. Sur fond d'intégrisme musulman (l'islam est religion d'État au Pakistan où la charia s'applique), les relations entre la politique et la religion sont au cœur des préoccupations, au même titre que l'instauration de la démocratie et de sociétés de droit dans un régime de dictature militaire soutenue par les États-Unis, qui absorbe 70% du budget pour les dépenses militaires et ne consacre que 3% à la santé et à l'éducation.

Beaucoup de sujets spécifiquement pakistanaise ont été abordés : la crise du Balouchistan, riche en réserves énergétiques et gazières, et foyer de visées indépendantistes et sécessionnistes, la lutte pour la tenue d'élections libres et honnêtes, pour l'instauration de la règle de droit, pour la naissance de médias alternatifs, pour l'accès à la propriété terrienne, pour le maintien des spécificités des collectivités locales, contre la discrimination sociale et économique envers les femmes, contre l'invasion de la surconsommation dans un tissu social fortement traditionnel, donnant ainsi, dans cette vitrine internationale, une toute autre image d'un Pakistan, trop souvent perçu comme néolibéral, militariste et monolithiquement antidémocratique.

Étant donné les circonstances, le maigre budget de 250 000 \$, et les problèmes d'obtention de visas, il fallait s'attendre à un certain nombre de désagréments : des problèmes de traduction, des retards, des annulations, la défection de plusieurs groupes féministes frustrés par l'insensibilité des organisateurs à leur vision des choses, l'absence de poubelles, etc. Le FSM de Karachi, c'était un petit Bombay/Mumbai, très peu coûteux, très coloré et très festif. Beaucoup de musique, de chants, de danses, beaucoup de palabres et de rencontres chaleureuses avec la population et surtout avec les jeunes tellement enthousiastes et avides de tout connaître ...

Le rassemblement des dalits

Ce fut un moment fort du FSM de Karachi, cet immense rassemblement des mouvements dalits (qui veut dire « hommes brisés ») du Sud-est asiatique, en provenance de l'Inde, du Bangladesh, du Népal et du Sri-Lanka. Ces populations représentent le plus bas échelon du système des castes, les intouchables, ceux qui sont hors-caste. Même si l'Inde a constitutionnellement aboli le système des castes en 1990, les dalits restent victimes de l'oppression des castes supérieures. Ils sont trop souvent violentés et confinés aux tâches les plus dégradantes. Ils n'ont pas accès à la terre et ne reçoivent aucune considération sociale.

Environ 260 millions vivent dans le Sud-est de l'Asie dont 160 millions en Inde où ils ont fait de remarquables progrès. Le Parlement de Delhi compte maintenant plus de 100 députés d'origine dalit sur 534 membres. Ils ont maintenant accès au système d'éducation ou des quotas leurs sont réservés. Ils peuvent ainsi devenir médecins ou avocats.

Les dalits ont participé en 1996 à la Conférence mondiale contre le Racisme et, grâce au FSM de Mumbai, au World Dignity Forum, et à une vaste campagne pour l'obtention de leurs droits humains, ils ont réussi à se concerter davantage pour exiger le respect de leurs droits, non seulement dans leurs pays respectifs mais aussi dans les instances internationales, à l'UNESCO et devant la Commission des droits et libertés de la personne des Nations Unies. Il reste encore beaucoup à faire pour changer les mentalités sur le terrain, mais les dalits ne sont plus les damnés de la terre.

Le conflit au Cachemire

Quelques 400 Indiens étaient présents à Karachi, et c'était tout un exploit ! Que des Pakistanais et des Indiens puissent se parler, et chercher ensemble des règlements pacifiques à ce qui les oppose était surprenant quand on connaît l'état de tension qui règne entre les deux pays. On a appris qu'ils avaient organisé, du 23 mars au 11 mai 2005, une marche de 1000 Km

pour la paix, entre Delhi (Inde) et Multan (Pakistan). Objectif : mettre un terme à l'animosité entre New Delhi et Islamabad et stopper la course effrénée aux armements. Même si les gouvernements ont tout fait pour mettre des bâtons dans les roues en bloquant l'obtention de visas, les milliers de militants ne se résignent pas et décident d'occuper ensemble l'espace public pour contraindre les autorités à les entendre. (...)

Le génie du FSM de Karachi aura permis, pour la première fois, à la quasi-totalité des factions en guerre au Cachemire de se rencontrer et de discuter ensemble et publiquement de solutions de paix. Répondant à l'invitation des mouvements sociaux et citoyens de la région et du monde entier, ce dialogue a mis en lumière l'existence d'un désir légitime et pacifique d'affirmation nationale du peuple cachemiri par des voies démocratiques sans ingérence étrangère. Malheureusement la grande presse internationale ne lui a pas donné beaucoup de place dans ses colonnes.

La construction de barrages : Une arme de destruction massive?

On se rappellera ici que les énormes dégâts causés par la construction du gigantesque Barrage sur le fleuve Narmada, en Inde, avaient été vivement dénoncés par Arundhati Roy en 1999. Le scandale avait fait le tour du monde et donné le coup d'envoi pour la contestation des décisions des gouvernements et des cours de justice par les mouvements sociaux de l'Inde. L'histoire de la construction du barrage Kalabagh sur l'Indus, destiné à la production d'électricité et à l'irrigation de certaines terres agricoles du Panjab au profit d'une minorité, et sans étude des conséquences pour les populations reproduit à peu près le même schéma. (...)

Réduits à s'engager sur des bateaux étrangers avec de misérables conditions de travail, les pêcheurs du petit port d'Ibrahim Hyderi, à une centaine de Km de Karachi, se sont unis au sein d'un syndicat, le Pakistan Fisherfolk Forum (PFF). Fondé en 1998, il regroupe aujourd'hui 125 000 membres et représente une population de 15 millions de personnes.

Le PFF était présent à Karachi. Le meeting, auquel nous avons été invités, organisé par son leader charismatique Mohammad Shah Ali, nous a permis de comprendre l'ampleur du désastre écologique qui frappe ces populations et leur désir très profond de s'en sortir. Très impressionnante avec ses milliers de travailleurs de la mer assis par terre sur des tapis, sous une immense tente, la manifestation réunissait plus de 20 000 pêcheurs prêts à résister jusqu'au bout et à se battre contre des conditions de travail qui les condamnent à une misère sans nom. (...)

Sous le leadership du très nationaliste et charismatique Mohammad Shah Ali, le PFF a lutté pendant plusieurs années contre les permis de pêche octroyés par le président Musharraf ... Devant la révolte croissante des populations, le gouvernement pakistanais a dû céder. Le 14 juillet 2005 il a aboli le système des contrats. Ceci prouve une fois de plus que les luttes syndicales et politiques, appuyées par les ONG, les militants altermondialistes et les médias quand ils décident de s'engager, peuvent endiguer la grande déferlante néolibérale, et influencer l'évolution du monde.

Unis contre l'impérialisme américain

Pour la première fois le FSM, mouvement progressiste s'il en est, se tenait dans un pays islamique hautement traditionaliste, conservateur et totalitaire, dans une région du monde où les forces impérialistes américaines s'imposent de manière agressive.

Dans ce pays, le gouvernement à la solde des États-Unis et des multinationales, met en place des politiques de libéralisation, de privatisation, de démantèlement du secteur public au profit des dépenses militaires et du développement sauvage des multinationales. En abolissant des milliers d'emplois dans le secteur public il favorise la disparition des protestations sociales élémentaires et de nombreuses violations des droits du travail. C'est ce qui aurait pu se produire si l'on avait donné suite aux tentatives de privatisation du Port de Karachi, n'eût été un grand mouvement de solidarité syndicale et de protestation des

500 salariés du port et des 4 000 dockers concernés.

Trop souvent les intérêts des populations sont muselés. Ainsi en Inde, la Cour suprême a décidé que les ONG et les médias ne sont plus autorisés à discuter du développement de l'énergie nucléaire pour des fins civiles autant que militaires, pour des raisons de sécurité nationale.

Partout le phénomène des délocalisations sauvages ruine des pans entiers de l'économie. Au cours du FSM, nous avons visité le chantier de démantèlement des grands navires mis hors service parce qu'ils ne respectent plus les normes européennes et nord-américaines, à Gaddani (Balutchistan), à 2 h. de route de Karachi. C'est le dernier d'une centaine de chantiers qui s'occupaient à recycler les métaux pour la construction de pipelines. Il en est à son dernier démantèlement. Ensuite il n'y aura plus de travail. Les salaires pourtant dérisoires sont trop élevés. Au Bangladesh et en Chine, ils sont encore plus bas. Sur cette plage jonchée de débris et d'huile, désertique, lugubre avec des airs de fin du

“Faire payer les pauvres: éléments pour une fiscalité progressiste”,

Gaétan Breton, Lux Éditeur, Montréal, 2005

Comme l'indique le titre de cet ouvrage, l'auteur traite de l'érosion de la progressivité du régime fiscal, au Québec et au Canada en général. Gaétan Breton, professeur de science comptable à l'Université du Québec à Montréal et membre du Conseil Scientifique d'Attac-Québec, décrit ce processus graduel, qui, comme dans les autres pays de l'OCDE, avait commencé après la seconde guerre mondiale et s'accéléra dans les années 1980. Cette érosion se fit en réduisant le nombre de paliers des taux d'imposition, par l'augmentation des taux pour les contribuables pauvres et de classe moyenne, et par la réduction des taux pour les riches. Elle se fit également par le glissement du fardeau fiscal des corporations vers les particuliers.

monde, la vie a perdu ses droits. Seule la mer reste belle, inutile.

C'est pour dénoncer les terribles abus de la mondialisation souveraine du profit qu'existent les Forums Sociaux Mondiaux. On y sent poindre des forces vives qui se mobilisent et se concertent pour dire NON à cette façon de mener le monde.

De la rencontre des langues, des peuples et des cultures issues de vieilles civilisations, de ces grands rassemblements pacifiques de rêveurs, d'idéalistes, d'intellectuels, de philosophes et d'artistes, d'entrepreneurs, de scientifiques, de juristes, d'historiens, de politologues et de sociologues et de pédagogues, de décideurs et de porteurs d'espérance, missionnaires venus du monde entier pour l'instauration d'un monde nouveau, dans ces bulles de dialogues, de partages et de recherches de compréhension mutuelle, que sont les FSM dans le monde, il semble moins fou de penser qu'un autre monde est possible.

Pour lire l'intégralité de ce rapport : www.quebec.attac.org (nouveaux documents)

Parallèlement à cette diminution graduelle de la justice fiscale verticale, Ottawa et Québec ont augmenté les taxes régressives (la TPS, la TVQ). Tout ceci fait bien sûr partie d'une planification affairiste de réduction des programmes sociaux et de l'augmentation des profits après impôts des corporations et des rentiers¹. L'auteur traite du nombre de grandes entreprises canadiennes qui paient peu ou pas d'impôts et aussi de l'écart entre les taux nominaux et les pourcentages réellement payés par les corporations et les nantis.

Gaétan Breton met en évidence les prémisses idéologiques qui sous-tendent la transformation du système fiscal québécois et fédéral, allant de la promotion de l'inégalité comme moyen d'accroître la productivité à l'accumulation du capital. L'establishment nous sert des discours

¹ Nous utilisons le terme «rentier» dans son acception marxiste, pour désigner ceux dont les revenus proviennent plutôt du capital que du travail - et non pas pour désigner les retraités à revenus modeste.

alarmistes (par ex., *on a pas les moyens de financer les programmes sociaux, les taxes sont trop élevées, le niveau de la dette publique est catastrophique*). L'auteur s'emploie en particulier à démystifier la fausse présentation de la dette du Québec et du Canada. (En réalité le ratio canadien dette / PNB est le plus bas des pays de l'OCDE, et celui du Québec est inférieur à la moyenne). Breton décortique le grossier montage des gourous néo-libéraux et des politiciens qui comptabilisent dans la dette des données qui ne sont pas des débits et des actifs qui sont traités comme passifs.

Ayant décrit la façon en laquelle les régimes fiscaux du Québec et du Canada ont été pervertis afin que le monde ordinaire finance l'essentiel de l'appareil gouvernemental et de ce qui reste des programmes sociaux, l'auteur traite des cadeaux, par l'État, au monde des affaires sous forme de prêts à taux d'intérêts minimales (dont certains ne sont jamais remboursés). Il note aussi l'autre conséquence pour les pauvres et la classe moyenne de l'accumulation massive du capital par une minorité, notamment la réduction des bénéfices sociaux, la montée du chômage due au financement subventionné de la robotisation d'usines, et à l'utilisation des communications informatisées, qui favorisent la délocalisation des emplois vers des pays à faibles salaires, le remplacement d'emplois stables par des jobs précaires, la dégradation des conditions de travail, et la

substitution des caisses de retraite à prestation définie par celles à contributions fixes, mettant ainsi l'éventuel retraité à la merci des aléas de la Bourse.

Son traitement des données fiscales tient compte des failles socio-économiques du PNB, entre autres l'erreur du capitalisme de considérer les ressources naturelles comme sans limites, l'omission d'activités non rémunérées, tout en comptabilisant au titre du PNB les démolitions, le gaspillage, et les coûts de restauration après les désastres. Mais le point le plus fort de cet ouvrage est la mise en évidence des implications sociales de la taxation et du besoin d'un régime fiscal juste qui permet de redistribuer la richesse. L'auteur propose un tel régime comme alternative au système actuel. En plus du rétablissement d'une fiscalité qui irait chercher le revenu fiscal chez ceux qui ont les moyens, Gaétan Breton l'assortirait d'un programme de revenu minimum garanti pour tous, financé par les revenus du fisc majorés par l'élimination de l'évasion et de l'évitement abusif, et par une taxation plus réaliste des revenus. Le projet d'un revenu minimum universel ne fait pas unanimité chez les progressistes québécois, mais l'auteur fait une démonstration crédible de sa faisabilité. Et, de façon générale, il préconise un rôle socio-économique plus important pour l'État.

Raymond Favreau

Nouvelles brèves de la campagne AGCS

Catherine Caron

Une action d'ATTAC-Québec est en cours! Écrivez à votre maire et au ministre du Commerce international. Des modèles de lettres sont inclus dans cet envoi du bulletin. Vous y trouverez l'argumentaire et les revendications que nous portons. La liste des maires ciblés se trouve sur notre site. Merci de votre participation !

Pour voir notre clip animé décapant et rigolo et pour plus de renseignements, rendez-vous à www.quebec.attac.org



L'OMC ne chôme pas cet été.

Les prochaines semaines seront déterminantes pour les négociations en cours. En ce qui concerne l'Accord général sur le commerce des services (AGCS), un appel d'action urgente vient d'être lancé par le réseau international *Our world is not for sale*. Il s'adresse aux élus municipaux ayant adopté des résolutions contre l'AGCS et aux organisations de la société civile. Il concerne spécifiquement la menace que pose l'AGCS pour les réglementations intérieures des États. Il rejoint tout à fait l'action en cours qu'ATTAC-Québec propose (merci à Ellen Gould qui a collaboré de près avec nous et qui est très impliquée dans ce vaste effort international pour alerter les gens et les éluEs sur cette question qui avance totalement dans l'ombre à l'OMC). Merci à vous d'y participer si ce n'est déjà fait! C'est important car ces mesures de l'AGCS peuvent être appliquées indépendamment du résultat des négociations en cours à l'OMC.

À lire: le texte [Crunch Time in Geneva - Benchmarks, plurilaterals, domestic regulation and other pressure tactics in the GATS negotiations](#), de l'un des spécialistes de l'AGCS les plus réputés au Canada, Scott Sinclair, du Centre canadien des politiques alternatives. Tous les éluEs devraient s'en saisir. Aidez-nous à le faire connaître. Voir: www.policyalternatives.ca

Résolution de la Fédération Québécoise des Municipalités (FQM)

La FQM vient de confirmer par voie de lettre que son conseil d'administration a adopté une résolution contre l'AGCS. Représentant 915 municipalités et presque la totalité des MRC, soit 7000 éluEs, son président, Bernard Généreux, précise que c'est sans équivoque que la FQM partage les préoccupations d'ATTAC-Québec à ce sujet. ATTAC-Québec se réjouit de cette prise de position de la FQM. Elle déplore cependant le fait que la fédération n'ait pas jugé important de la faire connaître publiquement aux médias ainsi qu'aux citoyenNEs dans l'intérêt de qui elle prétend agir.

Le texte de la résolution se trouve à: <http://www.fqm.ca/Membres/ResolutionsCA/Aout2005.pdf>

Cinq villes viennent de s'ajouter à la liste des municipalités ayant adopté des résolutions d'opposition à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS):

Sorel-Tracy
Rivière-du-Loup
Village de East Farnham
Rimouski (2^e résolution)
Nominingue

Plus tôt cette année, la MRC des Maskoutains et la MRC Les Moulins ont aussi pris position. Bravo à tous ceux et celles qui y ont contribué!

La FNEEQ intensifie son travail contre l'AGCS.

Lors de son 27^e Congrès fédéral, la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ/CSN) — qui appuie la campagne d'ATTAC-Québec contre l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) — a adopté la *recommandation no 3* visant à intensifier le travail de sensibilisation et de mobilisation concernant les enjeux associés à la commercialisation en éducation.

Concernant l'AGCS spécifiquement, les déléguéEs ont convenu de la nécessité « *de s'opposer à tout mandat des négociateurs du gouvernement du Canada dans le cadre des discussions sur l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) visant une plus grande déréglementation intérieure qui remettrait en question la souveraineté des gouvernements de légiférer, en particulier en matière de services publics et d'éducation, et qui ouvrirait plus largement à la concurrence étrangère les établissements d'enseignement publics et privés du Québec et du Canada.* »

Le texte complet de la résolution sera disponible prochainement à l'adresse: www.fneeq.qc.ca

Vers la participation d'une délégation québéco-canadienne à la *Convention internationale des collectivités locales pour les services publics face à l'AGCS*

La venue de Maurice Chauvet (de France) au Forum national sur la démocratie municipale en juin dernier, à l'initiative d'ATTAC-Québec, a permis d'inviter des éluEs municipaux du Québec à la Convention internationale des collectivités locales pour les services publics face à l'AGCS. Cet événement international se tiendra à Genève les 28 et 29 octobre 2006. Un projet de délégation rassemblant des éluEs et des représentantEs du milieu syndical et associatif du Québec et du Canada est en route.

La participation à la Convention de Genève permettra à tous de parfaire leurs connaissances et leur réflexion concernant les services publics et l'AGCS, en de consolider un réseau international inédit qui se met en place et qui rassemble des représentantEs éluEs et des acteurs sociaux autour de préoccupations communes.

L'appel à participer à la Convention de Genève (l'historique, la programmation, etc.) se trouve à l'adresse: www.agcs-gats.org.

ATTAC-Québec en région

P'tite info de l'Outaouais

Francine Breault

Dans la région de l'Outaouais, plus précisément d'Ottawa-Gatineau, nous sommes un petit groupe de 4 avec un ou deux autres qui se joignent quand disponibles. Un de ceux-ci est étudiant au Cégep.

Lors des rencontres à l'automne, nous avons choisi de montrer d'abord des vidéos afin de sensibiliser des gens, d'augmenter le

Des développements dans le reste du Canada

ATTAC-Québec est désormais invitée à participer aux travaux de l'un des groupes de travail du Centre canadien des politiques alternatives (*Trade and Investment Research Project*) qui intensifie présentement la mobilisation au sujet de l'AGCS. Notre association y a fait connaître l'existence de la *Convention internationale des collectivités locales pour les services publics face à l'AGCS* qui suscite vivement l'intérêt de nos collègues canadiens qui s'y rendront. Dans le cadre du travail de ce groupe, ATTAC-Québec rencontrera (pour la deuxième fois cette année) le député du Bloc québécois responsable des questions reliées au commerce international, Pierre Paquette, au sujet de l'AGCS et de la position du Canada.



nombre de présences afin d'inviter des conférenciers par la suite.

Compte tenu de nos endroits respectifs et de la distance entre nous, chacun travaille principalement dans son secteur. Cependant, entente qu'on s'entraide en communiquant aux autres par courriel ce qu'on fait chacun et demandant aux autres l'aide quand besoin pour tâches ou info. Rencontre au besoin.

Une présentation du film Wal-Mart eut lieu au Dépanneur Sylvestre. Il y avait une vingtaine de personnes. Brève information

sur Attac au début et feuillets d'Attac à la sortie. Nous avons la chance qu'existe dans la région, ce dépanneur Sylvestre, très impliqué socialement. En fait, c'est genre dépanneur-café. C'est un peu l'équivalent

du Café de la Petite Gaule à Mtl. Nous profitons donc au mieux de cette ressource. Pour plus d'information:
www.culturequebec.info/depanneursylvestre

A mettre à votre agenda: 14 octobre 2006

Journée d'étude d'ATTAC-Québec

Informations à venir sur le site d'ATTAC-Québec

**Pour toute suggestion, commentaire ou questions,
veuillez vous adresser à la coordonnatrice du bulletin.**

Pour des conférences, séminaires, présentations dans votre région, invitez ATTAC !

ATTAC-QUÉBEC

5744 avenue de l'Esplanade, Montréal (Québec) H2T 3A1

quebec@attac.org

<http://www.quebec.attac.org/index.html>

Coordonnatrice du bulletin :

Monique Jeanmart (moniquejeanmart@videotron.ca)

Date : _____
Mairie
Nom de l'élue : _____
Adresse : _____

Objet : l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et nos villes

Madame, Monsieur,

Je vous écris aujourd'hui au sujet de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cet accord négocié bien loin de nous concerne de nombreux secteurs d'activités dans nos villes et a des effets néfastes qui me préoccupent vivement.

L'AGCS est essentiellement un outil favorisant la privatisation et opérant une déréglementation du secteur des services. Comme de nombreux citoyenNEs, je m'oppose à la privatisation des services de l'eau et des services publics en général. Je ne veux ni de contrats de 25 ans en PPP ni d'obligations commerciales internationales comme celles qui existent dans l'AGCS venant affaiblir, dans les deux cas, la démocratie et les services publics. Les PPP risquent d'exposer plusieurs services aux règles de l'AGCS. Je m'inquiète aussi du fait qu'on élabore actuellement des mesures de déréglementation dans l'AGCS pouvant avoir des impacts dans le domaine de l'EAU. Cela parce que le Canada a déjà libéralisé des services liés à cette ressource dans l'AGCS. Ça ne concerne pas encore l'eau potable mais n'en demeure pas moins très préoccupant quand on vise à faire en sorte que les spécifications techniques et les normes en vigueur dans nos municipalités ne soient pas « plus rigoureuses que nécessaire ». Qui en juge et selon quels critères ? Cela ne risque-t-il pas d'entraîner des conséquences environnementales, sociales et sanitaires ? Et surtout, ne revient-il pas aux citoyens, aux élus qui les représentent et aux institutions démocratiques de décider des règlements et des lois dont ils ont besoin dans l'intérêt de toute la collectivité ?

Si notre municipalité a signé la **Déclaration sur l'eau de Développement et Paix**, par laquelle elle s'oppose à la soumission de l'EAU à la domination commerciale et à la privatisation, il serait important et cohérent qu'elle fasse un pas de plus. C'est pourquoi je vous demande d'interpeller le ministre du Commerce international spécifiquement au sujet de l'AGCS. Si ce n'est déjà fait, j'aimerais que notre municipalité signe cette *Déclaration sur l'eau* et qu'elle **prenne position au sujet de l'AGCS** par voie de résolution comme l'ont fait les villes de Montréal, Québec, Trois-Rivières, des MRC, l'Union des municipalités du Québec et plusieurs autres. Il faut demander que le Canada :

- 1- s'oppose immédiatement à l'imposition de toutes nouvelles mesures de déréglementation (appelées «disciplines») dans l'AGCS à l'OMC parce que cela est contraire au respect des processus démocratiques ;
- 2- retire ses engagements dans le domaine de l'eau et demandent l'exclusion de l'eau et des services qui y sont reliés de l'AGCS parce que les impératifs commerciaux ne sauraient dominer concernant une ressource aussi vitale qui constitue une question de santé et de sécurité publiques ;
- 3- devant des enjeux qui dépassent de loin de strictes questions de commerce, qu'il modifie la loi afin que le résultat final des négociations de tout accord commercial soit soumis aux parlementaires pour approbation avant sa conclusion.

Le temps presse. À l'OMC, on vise à finaliser le travail concernant ces mesures de déréglementation d'ici la fin juin 2006 et à conclure le cycle de négociations en cours d'ici la fin 2006. Je compte sur vous pour agir rapidement dans l'intérêt de tous les citoyenNEs et vous remercie de l'attention que vous portez à cette lettre.

Recevez mes salutations les plus cordiales.

Nom et adresse : _____
Signature : _____

Date : _____

Monsieur David Emerson
Ministre du Commerce international
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Objet : l'Accord général sur le commerce des services et nos villes

Monsieur le Ministre,

Je vous écris au sujet des récents développements dans l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Comme de nombreux citoyenNEs au pays, je m'oppose à la privatisation des services de l'eau et des services publics en général. Cela pourquoi je m'inquiète des PPP et de l'AGCS. Je ne veux ni de contrats de 25 ans en PPP ni d'obligations commerciales internationales comme celles qui existent dans l'AGCS venant affaiblir, dans les deux cas, la démocratie et nos services publics. Je veux que soit respecté et concrétisé le droit premier qu'ont les populations de choisir et d'exercer un contrôle démocratique sur le type de société et de services qu'elles veulent construire avec les élus qui les représentent.

J'apprends que de nouvelles mesures de déréglementation sont en voie d'élaboration dans l'AGCS. Celles-ci auront des impacts dans nos villes, notamment dans le domaine de l'EAU, parce que le Canada a déjà libéralisé des services liés à cette ressource dans l'AGCS. Cela ne concerne pas encore l'eau potable mais n'en demeure pas moins très préoccupant quand ces règles visent à faire en sorte que les spécifications techniques et les normes en vigueur dans nos municipalités ne soient pas « plus rigoureuses que nécessaire ». Qui en juge et selon quels critères ? Cela ne risque-t-il pas d'entraîner des conséquences environnementales, sociales et sanitaires ? Comment la population et les élus sont-ils informés de ce type de déréglementation et aussi des négociations en cours dans l'AGCS ? Et surtout, ne revient-il pas aux citoyens, aux élus qui les représentent et aux institutions démocratiques de décider des règlements et des lois dont ils ont besoin dans l'intérêt de toute la collectivité ?

J'estime qu'un vaste débat public s'impose concernant de tels enjeux touchant de nombreux secteurs. Si le commerce est nécessaire, je ne pense pas que son expansion justifie de telles atteintes aux règles et aux processus démocratiques. C'est pourquoi, je vous demande que le Canada :

- 1- s'oppose immédiatement à l'imposition de toutes nouvelles mesures de déréglementation (appelées «disciplines») dans l'AGCS à l'OMC parce que cela est contraire au respect des processus démocratiques ;
- 2- retire ses engagements dans le domaine de l'eau et demandent l'exclusion de l'eau et des services qui y sont reliés de l'AGCS parce que les impératifs commerciaux ne sauraient dominer concernant une ressource aussi vitale qui constitue une question de santé et de sécurité publiques ;
- 3- devant des enjeux qui dépassent de loin de strictes questions de commerce, qu'il modifie la loi afin que le résultat final des négociations de tout accord commercial soit soumis aux parlementaires pour approbation avant sa conclusion.

Je compte sur vous pour agir rapidement dans l'intérêt de tous les citoyenNEs et vous remercie de l'attention que vous portez à cette lettre.

Recevez, Monsieur le Ministre, mes salutations les plus cordiales.

Nom et adresse : _____

Signature : _____